

Accord interprofessionnel
INDEMNISATION ET ABSENCES
(Formation de juge des prud'hommes)
(Mayotte)

ACCORD INTERPROFESSIONNEL DU 27 JUIN 2019
RELATIF À LA GESTION DES ABSENCES ET À L'INDEMNISATION DES PERSONNES PARTICIPANT
À LA FORMATION ANTICIPÉE DES CANDIDATS AUX FONCTIONS DE JUGE DES PRUD'HOMMES
(MAYOTTE)

NOR : ASET1951242M

Entre :

CPME ;

MEDEF ;

FDSEA,

D'une part, et

CFDT ;

FO ;

CGT Mayotte ;

CFE-CGC Mayotte,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

PRÉAMBULE

L'ordonnance n° 2017-1491 du 25 octobre 2017 portant extension et adaptation de la partie législative du code du travail, et de diverses dispositions relatives au travail, à l'emploi et à la formation professionnelle à Mayotte prévoit l'application à Mayotte au 1^{er} janvier 2022 des dispositions du code du travail relatives aux prud'hommes.

De même, il ressort tant du rapport de la mission interministérielle (Justice. – Travail. – Outre-mer) commandée par le Premier ministre en juillet 2018 (préconisation n° 4) que du séminaire relatif au fonctionnement du conseil de prud'hommes organisé à Mayotte le 23 mars 2019 que, la formation des personnes susceptibles d'être proposées par les organisations syndicales et professionnelles pour être désignées conseillers prud'hommes est, de l'avis de tous, la garantie du bon fonctionnement du conseil de prud'hommes et de la qualité des jugements rendus.

Compte tenu de l'importance de cette formation d'une part, de la nouveauté du droit du travail de droit commun à Mayotte et du défaut d'antériorité dans la pratique d'autre part et, tenant compte de ce que, contrairement à ce qui existe en France hexagonale, aucun tuilage ne sera possible entre les anciens conseillers et les novices, puisqu'ils seront tous novices ; qu'il est par conséquent nécessaire qu'une formation préalable à l'exercice des fonctions de conseillers prud'hommes soit dispensée aux personnes proposées à ces fonctions par les syndicats de salariés et d'employeurs présents à Mayotte.

Dans ce cadre, l'engagement de l'État et des deux instituts de formation sollicités (institut national du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle et école nationale de la magistrature) n'est possible qu'à la condition que les personnes qui seront inscrites par les organisations syndicales et professionnelles puissent suivre les formations sereinement, c'est-à-dire :

- pour les candidats salariés : sans difficulté quant à leur absence de leur travail et sans perte de rémunération ni risque de sanction ;
- pour les candidats employeurs : avec une compensation forfaitaire de la perte de revenu ou de chiffre d'affaires induite de l'indisponibilité générée par leur absence de leur entreprise pendant les séquences de formation.

De même, si les ministères ont prévu de compenser la perte de revenus tant pour les salariés que pour les employeurs inscrits à la formation, ils ne peuvent se substituer aux partenaires sociaux pour décider des conditions dans lesquelles cette compensation sera mise en œuvre et encore moins pour déterminer le régime des absences permettant aux candidats d'assister aux actions de formation.

Par conséquent, dans le but de pallier cette situation, les syndicats de salariés et d'employeurs ci-dessus cités décident de ce qui suit :

Article 1^{er}

Objectif de l'accord

D'obtenir un accord permettant aux salariés et employeurs qui suivront la formation de pouvoir s'absenter sans difficultés ; pour ce faire, les parties signataires du présent accord conviennent du principe de l'absence du candidat salarié ou employeur de son poste de travail ou de son entreprise pour assister à l'ensemble des séances de formation prévues par le dispositif de formation destiné à former les futurs conseillers prud'hommes de Mayotte.

Article 1-a

Le principe de l'absence est mis en œuvre dans les modalités qui suivent ; la convocation pour assister aux séances de formation est adressée par l'organisme de formation ou son préposé au candidat, à son employeur mais également au syndicat de salariés ou à l'organisation professionnelle d'employeurs ayant proposé le candidat à la formation. Cette convocation est adressée aux personnes suscitées dans un délai de 7 jours calendaires.

Toutefois, pour des raisons « à caractère exceptionnel », ce délai de prévenance peut être ramené à 3 jours calendaires.

Article 1-b

Absences injustifiées aux séances de formation

Tout candidat absent à une séance de formation et pour lequel l'absence n'est pas justifiée ne peut prétendre à l'indemnisation de son absence par son employeur ou à la compensation de son chiffre d'affaires (candidat employeur). L'absence justifiée s'entend des cas de maladie du candidat ou tout « cas de force majeure ».

Article 2

Modalités et procédures d'indemnisation (salariés – employeurs)

Article 2-a

Pour les candidats en formation au sein du collège salariés, les parties conviennent du principe du maintien de la rémunération par l'employeur sur la base de sa rémunération brute habituelle.

En dehors des cas de salaires maintenus, la participation aux séances de formation donne lieu au versement d'une allocation horaire de vacation aux termes de laquelle le candidat aux fonctions de conseillers de prud'hommes perçoit 8,40 € lorsqu'il est en formation en dehors de ses heures de travail habituelles, a cessé son activité (retraités) ou est demandeur d'emploi.

Article 2-b

Pour les candidats en formation au sein du collège employeurs, lorsqu'ils sont en activité et sont en formation entre 7 heures et 18 heures, perçoivent une allocation horaire de vacation d'un montant de 16,80 €.

Le versement de cette allocation au candidat en formation intervient à la fin de chacun des modules de formation sur la base de l'état de présence du candidat aux sessions de formation.

Article 2-c

Modalités de décompte des heures indemnissables ; le décompte des heures indemnissables est consigné dans un relevé tenu par l'employeur et adressé à l'organisme de formation ou son préposé en charge de l'indemnisation des employeurs, à la fin de chaque session de formation, pour les candidats employeurs. Pour les candidats salariés, ce décompte est présenté à l'organisme de formation ou à son préposé en charge de l'indemnisation à la fin de chaque mois. Il est accompagné de la copie du bulletin de paie délivré par l'employeur au salarié et attestant du maintien de salaire pour la période concernée.

Article 3

Frais de transport

Les frais de transport des candidats en formation entre leur domicile et le lieu de formation ou entre le lieu de formation et le lieu de travail habituel du candidat sont remboursés par l'organisme de formation ou son préposé en charge dès lors qu'ils couvrent une distance supérieure à 2 kilomètres, sur la base des tarifs des taxis collectifs fixés par arrêté préfectoral en vigueur déterminant les prix du transport en taxi à Mayotte.

Article 4

Couvertures sociales et accident de travail ou de trajet pendant la période de formation

Sous réserve de dispositions contraires de la caisse de sécurité sociale de Mayotte notamment, les parties signataires conviennent que, pour les candidats ayant la qualité de salarié ou assimilée, les périodes de formation s'intègrent dans le temps réservé à l'exécution du contrat de travail et sont de ce fait assimilées à du temps de travail effectif.

Par conséquent tout événement intervenant pendant le temps de formation est traité sous le régime du salarié en formation pendant son temps de travail (accident du travail ou de trajet, maladie...).

Pour les candidats employeurs, les parties conviennent que les périodes de formation sont assimilées à du temps de travail habituel et comme tel, bénéficient au même titre que ces périodes de travail normal de toute couverture assurantielle dont bénéficie l'employeur pendant son temps de travail habituel.

Article 5

Objectif de la formation, publics éligibles et répartition du nombre de places à proposer à la formation anticipée aux fonctions de juge des prud'hommes entre les syndicats de salariés et les syndicats d'employeurs

Article 5-a

Objectifs

1. Permettre à 60 personnes désignées par les organisations syndicales et les organisations professionnelles d'employeurs de disposer des prérequis nécessaires pour pouvoir être désignées comme potentiels conseillers prud'hommes (module 1).
2. Permettre aux 30 personnes qui seront désignées comme potentiels conseillers prud'hommes d'être formées aux missions qui leur seront confiées et afin qu'elles puissent être opérationnelles le plus rapidement possible (module 2).

Article 5-b

Publics éligibles à la formation

Outre que les personnes candidates doivent, au moment de leur proposition par le syndicat, être inscrites sur une liste présentée par une organisation syndicale ou organisation professionnelle d'employeurs et remplir les conditions prévues par la législation pour être conseiller prud'homme, elles devront également remplir les conditions suivantes :

1. Être assesseur du tribunal du travail et des prud'hommes et/ou remplir les conditions nécessaires pour pouvoir être désignées comme conseiller prud'homme.
2. Accepter, à terme, de pouvoir être désigné comme conseiller prud'homme par leur organisation.
3. Savoir s'exprimer en français à l'écrit et à l'oral.
4. S'engager à suivre toute la formation, y compris le module 2 en cas de désignation comme conseiller prud'homme.

Article 5-c

Répartition du nombre de places à proposer à la formation anticipée aux fonctions de juge des prud'hommes

Partant de ce que 60 personnes sont désignées par les organisations syndicales et patronales, de même qu'il s'agit de former des personnes qui seront amenées à siéger au sein d'une institution de nature paritaire, il est convenu entre les signataires :

1. Dans un premier temps, d'affecter 30 places de candidats aux organisations syndicales salariales et 30 places aux organisations syndicales d'employeurs.
2. Dans un second temps, les parties conviennent de répartir au sein de chacun des collèges les 30 places comme suit.

Pour les organisations syndicales de salariés :

a) Deux sièges sont attribués forfaitairement à chacune des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel, et représentées à Mayotte sur la base de la mesure d'audience syndicale au niveau national, y compris les organisations syndicales ayant obtenu une audience inférieure à 8 %.

b) Deux sièges sont également attribués à chacune des organisations syndicales de salariés éligibles à la désignation des conseillers prud'hommes au niveau national et présentes à Mayotte, en sus de celles déjà citées au point a ci-dessus : il s'agit des organisations syndicales de salariés Sud Solidaires et UNSA.

c) Les 18 places restantes sont proportionnellement attribuées à l'ensemble des syndicats de salariés cités aux points a et b sur la base des résultats définitifs de leurs taux d'audience au niveau national et interprofessionnel (arrêté du 22 juin 2017 publié au *Journal officiel* du 30 juin 2017) qui attribue au niveau interprofessionnel, pour la négociation des accords collectifs en application de l'article L. 2232-2 du code du travail, le poids des organisations syndicales représentatives suivant : (CFDT : 30,33 % ; CGT : 28,56 % ; CGT-FO : 17,93 % ; CFE/CGC : 12,28 % ; UNSA : 35 % ; Solidaires : 3,45 %).

Cf. tableau de répartition ci-dessous :

TABEAU RÉPARTITION OS	CFDT	CGT	FO	CFE-CGC	UNSA	SOLIDAIRES	TOTAL
Attribution forfaitaire	2	2	2	2	2	2	12
Attribution au prorata de l'audience nationale	6	5	3	2	1	1	18
Total	8	7	5	4	3	3	30

Pour les organisations professionnelles d'employeurs :

a) Deux places sont attribuées forfaitairement à chacune des organisations professionnelles d'employeurs représentatives au plan national et présentes à Mayotte sur la base de la mesure d'audience patronale nationale et interprofessionnelle (source, résultats de la représentativité patronale au niveau national et interprofessionnel établie par arrêté du 22 juin 2017, sur la base des résultats soumis à l'avis du HCDS, lors de la séance du 24 mai 2017.

Il s'agit des organisations professionnelles d'employeurs affiliées aux organisations professionnelles d'employeurs nationales suivantes : le MEDEF, la CPME, l'U2P, auxquelles les parties conviennent d'adjoindre la FDSEA, nonobstant son caractère multiprofessionnel.

Les 8 premières places étant distribuées de manière forfaitaire à raison de 2 places par organisation professionnelle d'employeurs signataire, les 22 places restantes sont affectées à l'ensemble des organisations professionnelles d'employeurs ci-dessus citées à proportion de leurs poids respectifs sur la base du résultat national ; MEDEF : 70,82 % ; la CPME : 24,97 % ; l'U2P : 4,21 % (haut conseil du dialogue social).

Les parties signataires conviennent que la FDSEA, syndicat à caractère multiprofessionnel bénéficie, à titre de disposition spécifique au présent accord, uniquement des places attribuées à titre forfaitaire).

Cf. tableau de répartition ci-dessous :

TABEAU RÉPARTITION OP	MEDEF	CPME	U2P	FDSEA	TOTAL
Attribution forfaitaire	2	2	2	2	8
Attribution au prorata de l'audience nationale	16	5	1	0	22
Total	18	7	3	2	30

Article 5

Régime de l'accord

Article 5-a

Son champ d'application

Le présent accord a un champ d'application à caractère interprofessionnel et territorial, il s'applique sur l'ensemble du territoire de Mayotte.

Article 5-b

Sa durée

Le présent accord entrera en vigueur au premier jour de la mise en œuvre du dispositif de formation anticipé des candidats proposés par les syndicats de salariés et d'employeurs au conseil des prud'hommes de Mayotte. Il expirera le 31 décembre 2021. Il est à durée déterminée.

En tout état de cause, la seule survenance du terme précisé ci-dessus mettra fin, sans autre formalité de l'une ou l'autre des parties, de façon définitive au présent accord, sans qu'il puisse être invoqué par l'une ou l'autre d'entre elles le bénéfice d'une tacite reconduction ou de dispositions quelconques.

Article 6

Litiges

Tout litige survenu à l'occasion de la mise en œuvre et mettant en cause les dispositions du présent accord devra faire l'objet, avant toute procédure contentieuse intentée devant le tribunal territorialement compétent, d'une saisine préalable de la commission de suivi et de pilotage du présent accord composée : d'un représentant pour chacune des organisations professionnelles et syndicales présentes à Mayotte et ayant pu proposer en métropole des personnes pour être désignées comme conseiller prud'homme à compter du 1^{er} janvier 2018.

Article 8

Révision

Toute demande de révision, obligatoirement accompagnée d'une proposition de rédaction nouvelle, sera notifiée par lettre recommandée avec accusé de réception à l'ensemble des organisations signataires.

Le plus rapidement possible et, au plus tard, dans un délai de 2 mois à partir de l'envoi de cette lettre, l'ensemble des organisations représentatives devront s'être rencontrées en vue de la conclusion éventuelle d'un avenant de révision. Les dispositions objet de la demande de révision resteront en vigueur jusqu'à la conclusion d'un tel avenant.

Article 7

Dépôt et extension

Le présent accord sera déposé au ministère du travail à l'initiative de la partie la plus diligente et fera l'objet d'une demande d'extension auprès de ce même ministère.

Fait à Mamoudzou, le 27 juin 2019.

(Suivent les signatures.)